



La filière bovine en Saône-et-Loire LE PLUS GRAND TROUPEAU ALLAITANT DE FRANCE

La production d'animaux d'élevage et de viande bovine issue du cheptel allaitant est la première activité agricole du département de Saône-et-Loire. Cette longue tradition d'élevage d'animaux charolais trouve son assise sur la présence d'une immense prairie naturelle, aux contours qui dépassent largement les limites du département. Pour l'essentiel, il s'agit d'une conduite extensive, où le milieu naturel impose ses conditions, notamment en matière de finition, entre animaux pour la boucherie et bovins maigres pour l'élevage. Depuis quelques années, la demande croissante des éleveurs italiens a cependant bouleversé les habitudes, induisant aussi une certaine fragilité commerciale, récemment amplifiée par des problèmes sanitaires. Les aides directes aux exploitations, mises en place pour compenser les baisses des prix institutionnels et les handicaps naturels, constituent aujourd'hui un élément essentiel du revenu. Mais, malgré ce soutien et en dépit des efforts de compétitivité et de restructuration, la filière allaitante traverse une passe difficile et s'interroge sur son devenir.

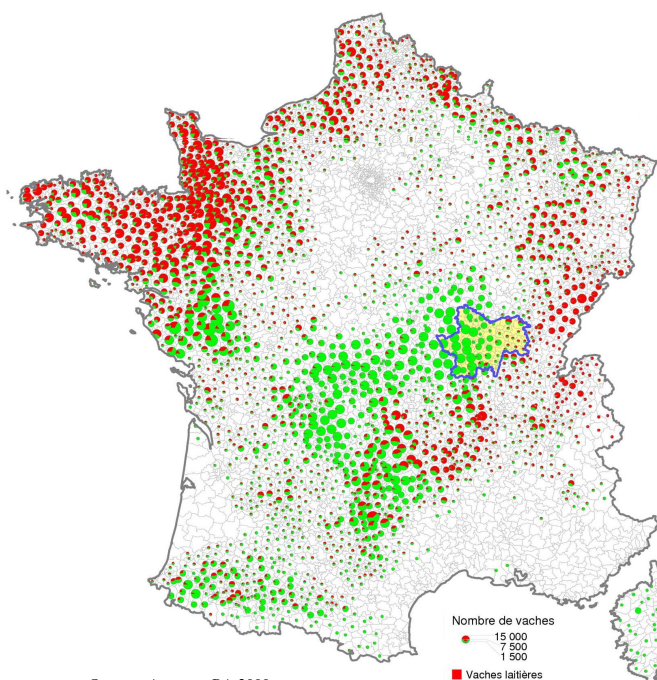
L'élevage allaitant français majoritairement implanté sur les prairies naturelles du Massif Central

En 2007, le cheptel français compte 4,2 millions de vaches allaitantes ; depuis 1998, cet effectif a dépassé celui du troupeau laitier. Il s'agit pour l'essentiel d'animaux de races à viande, dont la première est la race Charolaise, qui représente environ 48% du cheptel national de vaches allaitantes.

Le bassin allaitant le plus important, en surface comme en cheptel, se situe au centre de la France et se superpose pratiquement au Massif Central. Près de la moitié du troupeau national de vaches allaitantes s'inscrit dans ce territoire géographique. C'est à cet ensemble que se rattache la Saône-et-Loire, dont le troupeau approche les 220 000 vaches, se classant ainsi au tout premier rang des départements. Il comptabilise, devant son voisin l'Allier, un peu plus de 5% du troupeau allaitant national et 11% de l'ensemble du bassin du Massif Central.

Le bassin de la Vendée (environ 15% du cheptel allaitant de France) et celui qui s'étend en bordure des Pyrénées (8% de l'effectif national), constituent les deux autres grandes zones de l'élevage allaitant.

Le bassin allaitant du Massif Central, auquel appartient la Saône et Loire, regroupe 45% du troupeau allaitant national



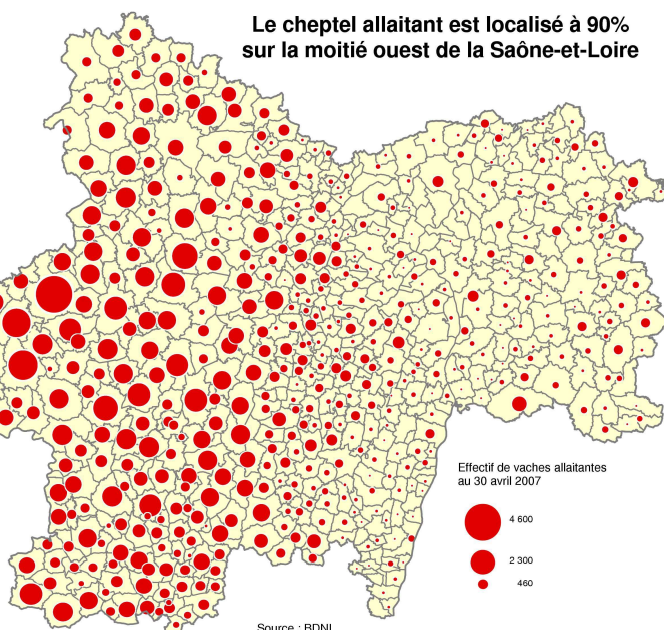
Source : Agreste - RA 2000
Nombre de vaches par canton

Une immense prairie naturelle pour plus de 600 000 bovins

L'élevage allaitant de Saône et Loire se localise principalement sur une vaste zone herbagère située à l'ouest de la ligne du vignoble. Cette prairie naturelle, la plus vaste de France, appartient à un ensemble beaucoup plus large, couvrant une grande partie du Massif Central, et essentiellement voué à l'élevage de type extensif.

L'élevage allaitant du département repose sur un troupeau de vaches en quasi-totalité de race Charolaise, dont l'effectif varie selon les années de 215 000 à 220 000 têtes. L'ensemble du cheptel totalise 645 000 bovins et se classe lui aussi comme le plus grand troupeau allaitant national. Il totalise 50% des effectifs de la région Bourgogne.

Très peu présent à l'est du département avant 1980, les animaux Charolais ont, depuis, fréquemment franchi la Saône pour s'installer en Bresse, en complément ou parfois en substitution des bovins de race laitière. En 2007, plus d'un



élevage de bovins sur deux dispose d'un cheptel allaitant. Les troupeaux sont cependant de taille inférieure à ceux de la zone ouest : 26 vaches allaitantes en moyenne, contre 67 dans le bassin allaitant traditionnel.

L'élevage allaitant au second rang dans le chiffre d'affaires brut

L'ensemble de l'élevage bovin constitue le principal pilier de l'agriculture du département, où il assure à lui seul près de 30% de la valeur de la production agricole, juste derrière le vignoble qui a fourni 32% du chiffre d'affaires en 2007.

Cependant, à la différence du secteur viticole qui ne reçoit pas d'aides directes, ce "produit brut"

Éléments des comptes de l'agriculture de Saône-et-Loire en 2007

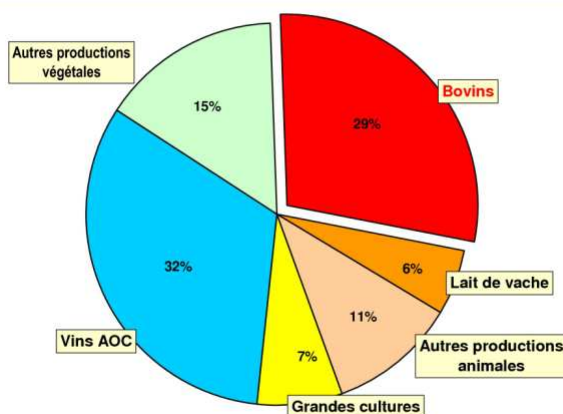
Postes du compte	Valeur (millions €)
Production brute bovine (hors lait)	238,7
Prime au maintien du cheptel allaitant	46,9
Prime à l'abattage	2,7
Droits à paiement unique (hors cultures)	49,5
Ensemble production bovine + aides	337,8

source : Agreste et DDAF 71 - SDRVD

bovin est à nuancer en raison des soutiens financiers à la production, notamment la prime au maintien des vaches allaitantes, la prime aux bovins abattus, ainsi que les droits à paiement unique (D.P.U.), dont l'origine est, dans ce secteur, en quasi totalité liée aux anciennes aides bovines.

Si l'on corrige la valeur brute de la production bovine en incluant ces aides de soutien spécifiques, près de 100 millions d'euros viennent abonder les quelque 239 millions d'euros correspondant à la valorisation des animaux commercialisés. Ainsi, dans le compte départemental de l'agriculture incluant les subventions aux productions (y compris les D.P.U.), l'élevage allaitant se place largement au premier rang : 35% du chiffre d'affaires global, contre 28% pour la viticulture.

En 2007, la production bovine représente 29% de la valeur brute de la production agricole de Saône-et-Loire

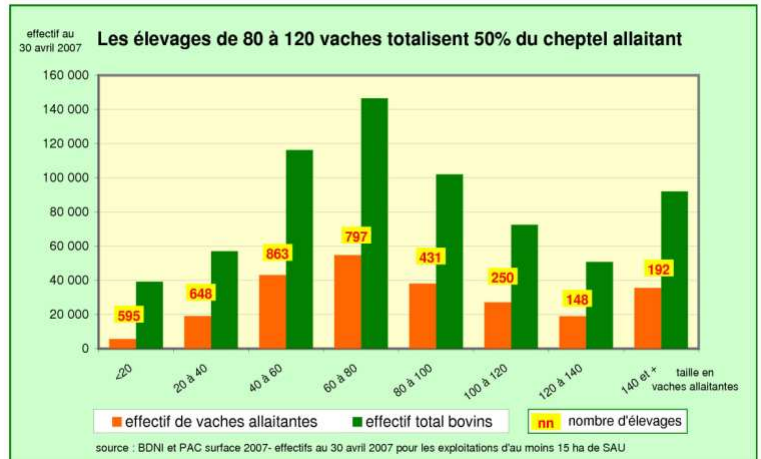


Source : Agreste - Répartition de la valeur de la production agricole 2007 hors subventions

Une moyenne de 110 ha et de 170 bovins

Environ 4 000 exploitations de Saône-et-Loire pratiquent l'élevage allaitant. Elles disposent presque toutes d'un cheptel de souche. Les veaux nés sur les exploitations sont élevés sur une période plus ou moins longue selon la finalité de l'animal, les plus jeunes étant vendus en "boutards" de 8 à 12 mois et les plus âgés, destinés à la boucherie, quittant l'exploitation dans une fourchette d'âge de 24 à 30 mois. La très grande majorité de ce cheptel intègre un système d'alimentation où domine l'herbe.

La taille des élevages a considérablement évolué au fil des années, suivant l'augmentation de la surface agricole utilisée, tout en gardant un caractère extensif. En 2007, l'exploitation allaitante moyenne dispose de 110 hectares et d'un cheptel de 62 vaches allaitantes correspondant à un effectif total de 170 bovins. Le cheptel a toutefois tendance à se concentrer sur des exploitations de grande taille : en 2007, les 25%



des élevages qui comptent plus de 100 vaches détiennent près de 50% du cheptel.

Une faible part du troupeau allaitant (environ 1%), est dispersé sur un millier d'élevages de très petite dimension, correspondant à des activités agricoles à titre secondaire, dont la S.A.U. moyenne dépasse à peine 5 ha.

Une spécialisation bovine très marquée

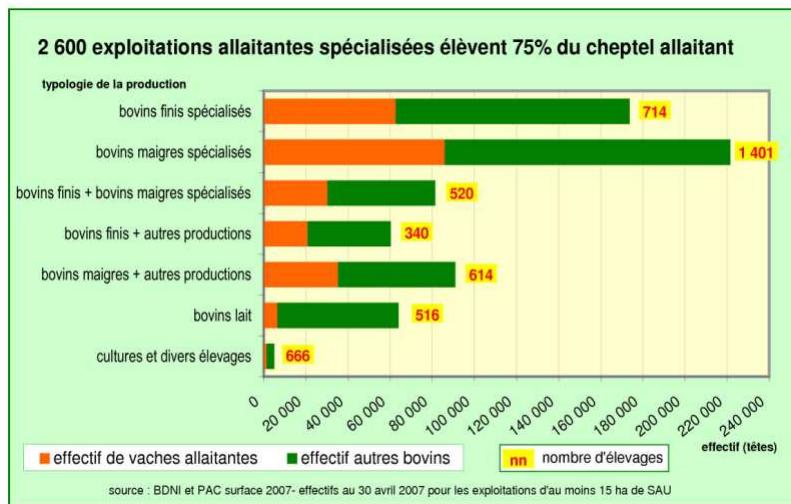
L'élevage allaitant se répartit principalement entre trois grands types d'activité, totalisant près des 3/4 du cheptel de vaches allaitantes :

- les exploitations spécialisées dans la production de jeunes **bovins maigres** pour l'élevage, incluant le plus souvent la vente des vaches de réforme également non finies. Ce sont les élevages les plus nombreux, avec près d'une exploitation allaitante sur trois.
- les exploitations spécialisées en **bovins de boucherie finis**. Elles sont deux fois moins nombreuses que les précédentes.
- les exploitations spécialisées en bovins allaitants, qui assurent à la fois la production

d'animaux maigres et d'animaux finis. Au nombre d'environ 500, elles ne représentent qu'une exploitation sur cinq.

Ces trois systèmes d'élevage disposent de structures d'exploitation très semblables, avec une SAU constituée à plus de 90% de prairies. Les exploitations spécialisées en bovins finis sont cependant de plus grande taille, leur SAU moyenne atteignant 130 ha, contre 85 à 90 ha pour les élevages d'animaux maigres.

Le reste de la production bovine allaitante se disperse sur plus de 2 000 exploitations, dont la spécialisation et la dimension sont extrêmement variables. Lorsque l'élevage bovin allaitant côtoie les ovins ou les caprins, les exploitations restent gardent leur caractère herbager et la dimension des étables bovines est pratiquement identique à celle des élevages hautement spécialisés. Au contraire, l'association avec la production laitière ou les grandes cultures conduit en général à des troupeaux allaitants de taille modeste.



Les animaux maigres concurrencent les bovins finis

Autrefois réservée aux prairies pauvres du nord-ouest de la Saône et Loire, la production de bovins dits « maigres », c'est à dire non destinés directement à l'abattoir lors de la vente, a progressivement diffusé sur l'ensemble du bassin allaitant et constitue maintenant la majorité des sorties d'élevage : 3 éleveurs sur 4 produisent des brouillards (maigres de 9 à 12 mois) ou des jeunes bovins d'élevage (maigres de 18 mois à 2 ans). Les 130 000 animaux ainsi produits chaque année sont pour une faible part rachetés par des engraisseurs locaux. Une autre fraction prend le chemin d'ateliers d'engraissement spécialisés situés dans d'autres régions de France. Enfin, la plus grande partie est destinée à l'exportation, rejoignant surtout de grands ateliers d'engraissement italiens et dans une moindre mesure espagnols. La forte demande de ces pays durant les dernières années a contribué à maintenir les cours à un bon niveau et a ainsi incité les éleveurs à se tourner vers la production de maigres, en abandonnant tout ou

partie de l'engraissement d'animaux finis.

En 2006, environ 100 000 maigres ont été exportés par les exportateurs de Saône-et-Loire, à 98% vers l'Italie. L'arrivée de la fièvre catarrhale ovine (FCO) en fin d'année 2007 a perturbé le marché et réduit les exportations à 92 000 têtes. Un nouveau blocage des exportations vers l'Italie en mars et avril 2008 a révélé une nouvelle fois la fragilité de la filière "maigres", en lien avec sa forte dépendance des marchés italiens.

Les sorties des élevages de Saône-et-Loire en 2007

Animaux finis	Nombre de têtes	Animaux pour l'élevage	Nombre de têtes
veaux moins 1 an	9 400	maigres moins 6 mois	17 800
jeunes 6 à 24 mois	20 300	féelles 6 à 24 mois	37 300
génisses + 2 ans	22 800	mâles 6 à 24 mois	106 100
vaches boucherie	44 700	mâles et féelles + 24 mois	12 600
-	-	vaches	28 700
ensemble	97 200	ensemble	202 500

source : BDNI

Une recherche de démarquage par des critères de qualité

Plus d'une exploitation d'élevage sur deux s'inscrit dans au moins une démarche de qualité, dans le but de distinguer son élevage de la production bovine standard (données du recensement agricole 2000).

La viande bovine sous label est la distinction de qualité la plus élevée choisie par les éleveurs, avec plus de 900 exploitations susceptibles de répondre au cahier des charges spécifique à cette production sous deux labels principaux : « Charolais Terroir » et « Charolais Label Rouge », ainsi que plus secondairement « Charolais du Bourbonnais », label concernant des élevages de l'extrême ouest

du département. L'approche chiffrée du nombre d'animaux effectivement commercialisés sous label est délicate, car un bovin qui répond aux conditions de labellisation lors de la vente n'est pas forcément vendu en "labellisé". Les statistiques des groupements de producteurs indiquent qu'environ 16% de leurs bovins finis sont effectivement labellisés.



L'extrapolation de ce taux à l'ensemble de la production 2007 de génisses et de vaches conduirait à une production départementale de l'ordre de 10 000 têtes, ce qui est sans doute un grand maximum.

La viande "Bœuf de Charolles" est en cours de demande de reconnaissance en Appellation d'Origine Contrôlée (horizon probable 2010). Plus de 200 éleveurs sont déjà adhérents en Saône-et-Loire.

Environ 1 600 éleveurs ont signé diverses chartes de qualité (IGP Charolais de Bourgogne, Certificats de Conformité Produit, en partenariat avec de multiples structures commerciales : Filière Qualité Carrefour, Filière Auchan, Bœuf Verte Prairie, Bœuf de Tradition Bouchère...).

La production de viande dans le cadre de l'agriculture biologique reste encore confidentielle, réalisée par une cinquantaine d'élevages disposant d'un potentiel global d'environ 2 000 vaches, soit à peine 1% du cheptel allaitant de Saône et Loire.

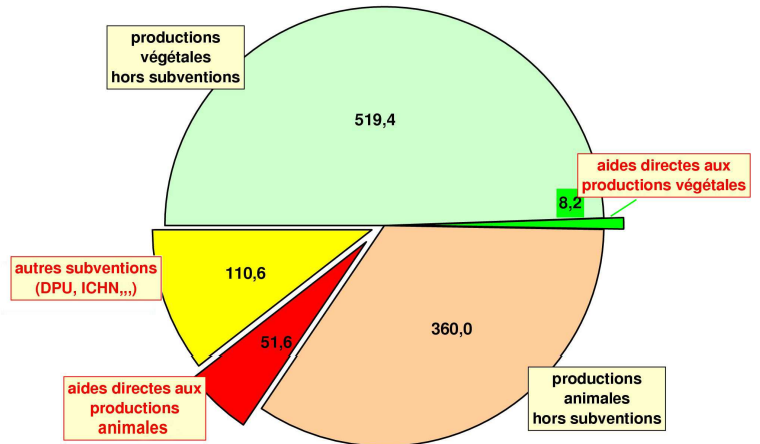
La recherche de la qualité s'effectue aussi sous l'aspect génétique, par l'inscription des animaux reproducteurs au Herd-Book Charolais pour quelque 400 exploitations du département. Ces dernières élèvent des reproducteurs mâles et femelles "haut de gamme", pour partie commercialisés à l'occasion de concours spécifiques ainsi qu'à l'exportation.

Un élevage allaitant qui repose en grande partie sur les aides européennes

Les revenus de la plupart des exploitations d'élevage allaitant du département reposent principalement sur les aides de l'Union Européenne : aides directes du premier pilier de la politique agricole commune (P.A.C.) et du second pilier : indemnité compensatoire de handicap naturel (I.C.H.N.) et prime herbagère agro-environnementale (P.H.A.E.). La quasi totalité des exploitations de l'élevage allaitant bénéficie de ces aides, notamment de l'I.C.H.N. du fait que presque toutes se situent en zone défavorisée. Le montant total ainsi distribué en 2007 dans l'ensemble du département avoisine 170 millions d'euros, dont environ les 3/4 reviennent aux élevages spécialisés de la zone allaitante (70% des exploitations professionnelles).

Ces aides sont actuellement indispensables pour le maintien d'une production extensive, peu

En 2007, le montant de l'ensemble des aides versées aux exploitations représente 20% de la valeur réelle de la production agricole de Saône-et-Loire



Source : Agreste - Comptes provisoires 2007 - Valeurs en millions d'euros

consommatrice d'intrants. L'élevage allaitant contribue ainsi directement à l'activité économique et à la préservation des paysages dans plus de la moitié du département.

Un soutien à l'élevage allaitant depuis 1980

Les adaptations de l'O.C.M., dans les années 1980, ont conduit à la mise en place de systèmes d'aides aux producteurs de viande bovine, afin de compenser la baisse du prix d'intervention.

La **Prime au Maintien du Troupeau de Vaches Allaitantes** (P.M.T.V.A.) voit le jour en 1980. Son versement est conditionné à la détention de droits à produire, mis en place pour assurer la maîtrise de la production.

La **prime spéciale aux bovins mâles** est créée en 1987. Elle va concerner la grande majorité des éleveurs de Saône-et-Loire, producteurs de jeunes bovins maigres.

Jusqu'en 1992, ces deux aides constituent la base du soutien aux exploitations de l'élevage allaitant.

La réforme de la P.A.C. de 1993 va introduire de nouvelles modalités d'aides, en particulier dans le domaine des productions végétales, tout en maintenant et en adaptant les aides à l'élevage bovin. Ces mesures seront encore une fois ajustées par la réforme de 1999.

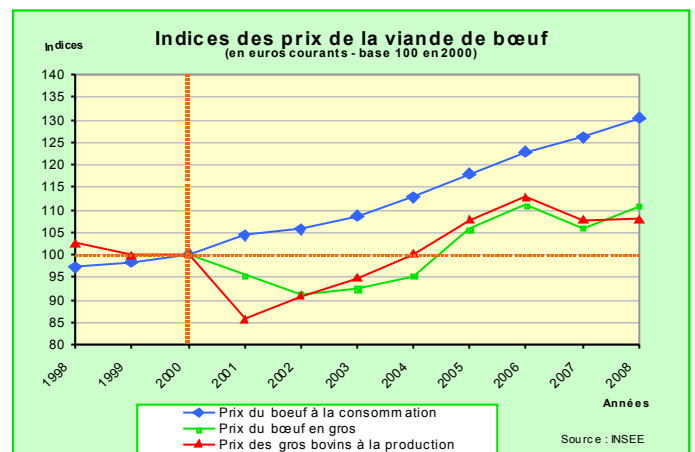
Une **nouvelle réforme majeure de la P.A.C. intervient en 2005**. Les aides sont alors "découplées" de la production et remplacées par les droits à paiement unique (D.P.U.), basés sur des références historiques de droits à prime détenus dans les années 2000 à 2003.

En **élevage allaitant**, la P.M.T.V.A. n'est pas découplée, ainsi que 40% de la prime d'abattage. Pour l'essentiel, la base des D.P.U. "allaitants" repose donc sur le reliquat de la prime à l'abattage (60%) et surtout sur la prime spéciale aux bovins mâles, intégrée en totalité dans le calcul des droits à paiement unique.

Une augmentation des prix plus forte à la consommation qu'à la production

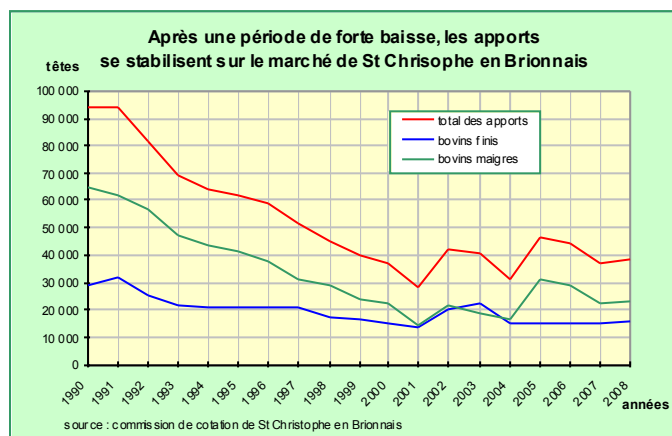
Du producteur au consommateur, la viande suit le plus souvent le circuit "éleveur - négociant - chevillard ou grossiste - détaillant", ce dernier maillon se partageant inégalement entre les bouchers traditionnels et les grandes surfaces.

Le suivi des prix par l'I.N.S.E.E. à ces trois stades, montre une distorsion assez marquée au niveau de la distribution. Ainsi, depuis 2000, le prix du bœuf au détail a augmenté de l'ordre de 30%. Les prix à la production et au stade grossiste évoluent de manière très similaire et l'augmentation sur la période 2000 à 2008 est d'environ 10%, trois fois moins qu'à la consommation.



Le marché traditionnel en perte de vitesse

Situé au cœur de la zone traditionnelle d'emboûche, le marché de Saint Christophe en Brionnais a tant bien que mal su résister au temps. Après un pic d'activité dans les années 1980, avec 90 000 à 100 000 animaux présentés chaque année, son activité a ensuite fortement décliné. Un certain redressement semble s'amorcer depuis l'avancement de l'ancestral marché du jeudi au mercredi, jour plus compatible avec les contraintes de transport et d'abattage. Le marché a ainsi accueilli 37 000 bovins en 2007, dont 60% sont des animaux maigres. Il sert de marché de référence pour les cotations hebdomadaires établies par l'office de l'élevage, en collaboration avec une commission d'experts réunis à l'issue du marché. Un marché au cadran est en cours de construction sur le site. Sa mise en service est prévue vers le milieu de l'année 2009.



Le secteur coopératif draine le tiers des bovins commercialisés

Trois groupements de producteurs principaux interviennent dans le département : GECSEL et CHAROLAIS HORIZON, qui ont leur siège en Saône-et-Loire et SOCAVIAC, dont le siège est dans l'Allier, mais qui dispose d'un centre à Montceau-les-Mines.

Ces trois organismes fédèrent quelque 1 400 adhérents dans le département. Ils touchent aussi un nombre important d'éleveurs non adhérents qui commercialisent tout ou partie de leurs bovins auprès de ces groupements (moins de 20% de l'ensemble de l'activité des groupements).

En 2007, environ 80 000 animaux sont passés par ces trois organismes, dont 30% de bovins finis et 70% d'animaux maigres pour l'élevage. L'impact de ce commerce coopératif peut être estimé à environ 35% de l'ensemble de l'activité de vente de bovins, le complément étant assuré par le négoce privé.

Les groupements s'impliquent fortement dans les démarches de qualité, notamment dans la commercialisation des labels : GECSEL commercialise plus de 25% du marché label de l'Association Charolais Label Rouge (A.C.L.R.), le client principal de ce type de bovins étant l'abattoir BIGARD. Le groupement CHAROLAIS HORIZON est lui aussi engagé dans les filières de qualité avec plus de 3 000 animaux finis commercialisés en 2007 sous différents signes de qualité. La production de maigres est également concernée à travers 4 500 animaux vendus sous le signe "non OGM".



Pour leur importante activité d'export d'animaux maigres, les groupements font le plus souvent appel à des sociétés spécialisées d'exportation (CALEXPORT, DELTAGRO UNION, CHAROLAIS ACOR SA).

Un grand nombre d'opérateurs dans le secteur du négoce

Le négoce privé assure les achats de près des 2/3 des bovins commercialisés par les éleveurs de Saône-et-Loire.

L'organisation de ce commerce est atomisée et complexe. Contrairement à la filière coopérative, il n'existe pas de statistique sur les flux commerciaux.

Une centaine de négociants en bestiaux interviendrait sur le marché des bovins dont seulement une quinzaine se partagerait la majorité des achats d'animaux. La collecte des animaux en ferme se développe continuellement, au détriment des achats auprès des éleveurs sur les marchés traditionnels.

Les éleveurs et les négociants se sont toutefois organisés au sein d'une association : ADEPV71 (Association Départementale des Éleveurs et Producteurs de Viande de Saône-et-Loire). Née dans le début des années 90, cette structure met en relation acheteurs et éleveurs afin de faciliter la commercialisation des animaux. Cependant, elle n'a pas de statut commercial et chaque partenaire conserve une totale autonomie sur les prix. En 2007, 650 éleveurs et 90 acheteurs adhéraient à l'ADEPV71.

Plus encore que pour les groupements de producteurs, l'activité de commercialisation d'animaux maigres y est dominante : 73% de bovins d'élevage contre seulement 27% d'animaux finis (sur un total de 47 800 animaux enregistrés par l'ADEPV71 en 2007).

Des abattoirs de taille inégale

En 2007, cinq abattoirs exercent une activité d'abattage de bovins dans le département de Saône-et-Loire. Les volumes traités sont très différents d'une structure à l'autre, comme le sont aussi d'ailleurs leur état sanitaire, leur stratégie de développement et leur santé économique.

Au total, ce sont près de 145 000 gros bovins, soit 53 000 tonnes de carcasses qui ont été traitées en 2007. Un abattoir, appartenant au groupe Bigard a à lui seul réalisé 87% de ce tonnage.

On peut estimer les tonnages des animaux à la fois produits et abattus en Saône-et-Loire à environ 12 000 tonnes, pour une production départementale totale proche de 37 000 tonnes. Les 2/3 des abattages sont donc réalisés à l'extérieur du département (Loire, Allier, Puy de Dôme, Yonne, Ile-et-Vilaine...).

Activité bovine des abattoirs de Saône-et-Loire en 2007

type d'animal	nombre de têtes	tonnes
Boeufs	7 262	3 078
Génisses	14 698	5 684
Taureaux adultes	3 716	1 807
Taurillons de moins de 2 ans	42 736	17 361
Vaches	73 289	24 997
Veaux de boucherie	3 137	396
Total	144 838	53 323

Beaucoup de boucheries traditionnelles ont fermé boutique

Le syndicat des détaillants en boucherie estime à environ 150 le nombre de boucheries traditionnelles encore en activité en 2007. Concurrencées par la grande distribution et les changements d'habitudes des consommateurs, deux boucheries sur trois ont disparu au cours des vingt dernières années : on en comptait près de 400 dans l'inventaire communal réalisé en 1988. L'implantation de ces boucheries, si elle s'est beaucoup réduite en milieu urbain, reste encore bien présente en zone rurale où elle sert une clientèle de proximité. Certaines boucheries sont davantage spécialisées dans un créneau de produits haut de gamme, type labels charolais ou Boeuf de Charolles.

Les volumes vendus par ce circuit traditionnel ne sont pas connus. Une approche à partir d'une vente moyenne de 0,5 à 1 carcasse par semaine conduirait à un tonnage annuel de 2 500 à 2 700 tonnes, pour une consommation départementale de

l'ordre de 10 000 tonnes. Le taux de pénétration du marché serait ainsi de l'ordre de 25%.

Un complément annuel de 400 à 500 tonnes peut être attribué aux ventes directes, portant ainsi l'ensemble de la distribution traditionnelle à environ 30% des volumes consommés.

La montée en puissance de la grande distribution

La majorité de la viande vendue au détail est donc maintenant assurée par les grandes et moyennes surfaces (G.M.S.), soit environ 70% de la consommation des habitants de Saône-et-Loire.

D'une manière générale, quelles que soient les enseignes, la viande charolaise originaire du bassin allaitant est bien présente dans les centres de distribution du département. Elle est toujours complétée par une offre de viande d'origine laitière. La tendance est également à une augmentation de la demande de produits conditionnés en conservation moyenne ou longue (morceaux à griller ou viande hachée) dont l'origine n'est pas toujours locale. Les viandes d'importation, si elles peuvent exister dans des produits cuisinés élaborés, ne sont pratiquement pas présentes aux rayons boucherie de détail. Le cheminement de l'approvisionnement de ces magasins est souvent complexe et varie sensiblement selon les enseignes. D'une manière générale, les éleveurs de Saône-et-Loire et des départements limitrophes fournissent une part importante de la viande charolaise distribuée localement. Mais les circuits d'approvisionnement ne sont pas toujours au plus court, les abattoirs prestataires étant parfois extérieurs à la région et le passage par des centrales d'achat introduisant fréquemment une étape supplémentaire dans le circuit des produits.

Toutes ces enseignes, et notamment depuis les crises de l'E.S.B., mettent l'accent sur les critères de qualité à travers divers signes ou marques de magasins. Ces distinctions sont jugées importantes pour les consommateurs, qui trouvent là des gages d'authenticité et de confiance au niveau sanitaire.



Un équilibre de production aux paramètres multiples, ponctué d'aléas

A la première place des départements par son élevage allaitant charolais, la Saône-et-Loire exploite un troupeau à caractère extensif : pour un animal de boucherie produit, on compte 1,5 animaux maigres. Ce système de production mobilise un capital important : grandes surfaces de prairies, bâtiments importants, cheptel de souche. Il dégage des marges faibles et le revenu des éleveurs repose ainsi largement sur les aides européennes.

Dans le contexte d'une production nationale de viande déficitaire, il serait a priori tentant de réaliser davantage d'engraissement sur place, afin d'apporter de la plus value localement et de réduire ainsi le flux d'exportation d'animaux d'élevage, actuellement très important, notamment vers l'Italie. Ce serait aussi un moyen de réduire la fragilité de la filière maigre qui dépend aujourd'hui quasiment d'un client unique ; la crise actuelle de la FCO illustre parfaitement cette dépendance.

Les professionnels interrogés sur une telle éventualité émettent toutefois de nombreuses réserves :

- aujourd'hui, le différentiel entre le prix de l'animal fini et celui du maigre est trop faible pour assurer une rentabilité intéressante à l'engraissement

- les animaux exportés sont majoritairement des mâles, qui ne peuvent trouver une finalité en boucherie que comme jeune bovin (baby). Or, ce type de viande n'a pas la préférence des consommateurs français

- par contre, cette contrainte d'âge n'existe pas pour les femelles et la production locale de génisses de 28 à 30 mois correspond bien à la demande régionale. Le développement de ce type d'élevage serait peut-être l'orientation à privilégier, d'autant plus que d'importantes zones de consommation existent à proximité, notamment l'agglomération lyonnaise.

En Saône-et-Loire, les structures de commercialisation des animaux vivants sont nombreuses et diversifiées, avec un secteur coopératif bien développé et de

nombreux négociants privés.

Plus en aval, les entreprises d'abattage situées en Saône-et-Loire ne traitent qu'une assez faible part de la production du département. Toutefois, d'autres unités d'abattage localisées dans les départements limitrophes absorbent une part importante des bovins finis produits localement. Malgré sa dispersion, le réseau d'abattoirs en place semble tout à fait suffisant pour répondre aux besoins des acheteurs, ces derniers n'évoquant pas une insuffisance de partenaires.

Le secteur de la distribution a considérablement évolué durant ces dernières années, la grande et moyenne distribution ayant progressivement pris le pas sur les boucheries traditionnelles. Assurant environ les 3/4 de la vente aux consommateurs, les GMS affichent aujourd'hui un poids commercial très fort, notamment en matière de fixation des prix. En Saône-et-Loire, la plupart des enseignes s'attachent à commercialiser de la viande charolaise issue du secteur allaitant, même si elle ne provient pas strictement des limites de la Saône-et-Loire. Cette origine locale semble maintenant majoritaire et la grande distribution fait moins appel à des approvisionnements issus de races laitières, qui sont réservés aux produits d'entrée de gamme. Cependant, la demande des ménagères de produits plus sophistiqués (cuisson courte ou plats cuisinés) a également une incidence sur la mise en œuvre de la viande et les transformateurs s'attachent à inventer de nouveaux produits permettant de valoriser les morceaux autres que les viandes à griller.

Appréhender, voire réorienter la filière bovine, n'est donc pas chose simple, tant les paramètres qui interviennent entre le producteur et le consommateur sont nombreux. De plus, le soutien de la production via les aides européennes, s'il est indispensable, a très certainement éloigné les exploitations du marché. Les évolutions à venir de l'O.M.C. et de la P.A.C. seront cruciales pour l'avenir de ce secteur, qui doit aussi valoriser au mieux les atouts dont il dispose.

Éléments de méthodologie : la plupart des informations contenues dans ce document sont issues de bases de données administratives, notamment celles de la gestion des aides dans le cadre de la PAC, les effectifs de la base nationale d'identification des bovins... Des séries issues des données Agreste sont également utilisées. Enfin, diverses sources locales ont également contribué à fournir des éléments à cette étude : organisations de producteurs, syndicat des négociants en bestiaux, mercuriales des marchés, notes de conjoncture ...